



Extrait du Association pour l'Économie Distributive

<http://www.economiedistributive.fr/Contribution-a-un-programme>

Contribution à un programme présidentiel

- La Grande Relève - N° de 1935 à nos jours... - De 1976 à 1987 - Année 1981 - N° 786 - février 1981 -

Date de mise en ligne : mercredi 15 octobre 2008

Date de parution : février 1981

Copyright © Association pour l'Économie Distributive - Tous droits réservés

A une récente Commission Cartes sur Table » d'Antenne 2, Michel Rocard indique notamment que « la sécurité, la stabilité de notre pays appellent l'alternance au Pouvoir comme une nécessité pour que la France puisse aller vers le changement. De plus, en ce qui concerne sa conception des nationalisations qu'il juge nécessaires à condition qu'elles ne se fassent pas de manière bureaucratique, il nous dit que « ses dossiers sont ouverts ».

Futurs lecteurs, nous nous permettons donc une contribution à la constitution de ces dossiers. Selon nous, l'alternance au Pouvoir suppose non seulement un changement d'équipe, mais également pour sa réussite et surtout sa durée, un changement complet et fondamental du système économique actuel.

D'ores et déjà, nous formulons de vives craintes que les nationalisations prévues ne soient étatiques, donc ne changent pas le système.

En effet, ces nationalisations viendront relayer la trésorerie des grandes entreprises en difficulté et ces dernières utiliseront leurs propres fonds à des fins plus lucratives.

D'autre part, cette socialisation des pertes ne fera plus obstacle à l'individualisation des profits à travers l'appareil bancaire. Et celui-ci continuera à permettre l'activité de ces entreprises comme auparavant.

A moins, et le projet socialiste n'en fait pas mention, que l'Etat ne reprenne « son droit régalién de battre monnaie » en procédant en même temps à une planification décentralisée inspirée par la base - communes, départements, régions.

En outre, les nationalisations supposeront toujours l'absence de profit « alors qu'il faudrait leur substituer la notion de « service ».

Le but du socialisme n'est-il pas celui de couvrir les besoins réels des hommes et non les besoins solvables, en organisant la production et les investissements en fonction de ces besoins réels ?

Jacques Duboin et d'autres penseurs ont envisagé la substitution du système capitaliste responsable de la crise actuelle par le moyen d'une technique monétaire appropriée aux formes de structures nécessaires conduisant à la socialisation de la production.

L'heure n'est plus aux méthodes du passé ; les lecteurs attendent dans leur majorité un programme de gouvernement clair, nouveau et réaliste qui puisse résoudre les problèmes essentiels qui se posent à l'ère de la technique.